

Interview d'Egon Bahr: les origines de la nouvelle «Ostpolitik» (Metz, le 10 juin 2006)

Source: CVCE.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_d_egon_bahr_les_origines_de_la_nouvelle_ostpolitik_metz_le_10_juin_2006-fr-ae68ad3b-2f6d-4250-a5f6-8d5b82108e4b.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Interview d'Egon Bahr: les origines de la nouvelle «Ostpolitik» (Metz, le 10 juin 2006)

[François Klein] En 1960, Willy Brandt, alors maire de Berlin, vous nomme à la tête du service de presse et d'information du Land, où vous resterez jusqu'en 1966. Avec lui, vous développerez une conception de la politique étrangère qui jettera les bases de la future «Ostpolitik» de la République fédérale. Comment avez-vous procédé et quelles étaient, à l'époque, les principaux éléments de cette nouvelle approche?

[Egon Bahr] Tout d'abord, une chose était claire: nous sentions toujours une menace potentielle à Berlin Ouest, et nous n'avions pas oublié le soulèvement du 17 juin 1953. À l'époque, nous avons été surpris de constater que les trois puissances étaient trop faibles pour réagir, mais aussi préoccupées de voir l'Union soviétique exploiter le soulèvement pour sortir du secteur Est et pénétrer dans les secteurs Ouest. En effet, ce soulèvement n'a pu être réprimé que par l'intervention des chars soviétiques. À l'époque, j'étais rédacteur en chef de la RIAS et je me souviens encore parfaitement de l'ordre que j'ai reçu – pour la première et la dernière fois – de mon directeur américain. Les insurgés avaient envoyé une délégation à mon bureau pour demander à la RIAS d'en appeler à la grève générale – «dans la zone», comme on disait encore à l'époque. Nous ne pouvions bien sûr pas le faire, c'était évident. Une radio américaine ne pouvait pas appeler au soulèvement ou à la grève générale dans la zone d'occupation soviétique. Mais nous ne pouvions pas le leur dire. Je leur ai donc demandé: «Dites-nous ce que vous voulez!» Ils m'ont alors expliqué leurs revendications, puis nous nous sommes assis dans mon bureau et avons couché sur papier ces revendications sous forme d'une liste rationnelle et dans un allemand correct, puis nous avons diffusé cela. Dans la soirée du 16 au 17 juin, tout le monde est rentré chez soi après avoir convenu de se retrouver le lendemain matin, à six ou sept heures, sur la Strausberger Platz. Cela aussi, nous l'avons diffusé. Le directeur américain arriva, la barbiche tremblante, et me dit: «Il faut arrêter cela immédiatement!» Je lui demanda: «Pourquoi, nous ne faisons qu'émettre ce que...» «Non, cela doit cesser. À supposer que les Russes attaquent,» – on ne le savait pas encore, mais le lendemain, ils intervinrent effectivement – «pouvez-vous garantir qu'ils ne vont pas poursuivre sur leur lancée jusqu'à Berlin Ouest?» Et je lui répondis: «Non, je ne peux pas le garantir, mais, sur le plan politique, c'est inimaginable.» Lui: «Rien ne sert de continuer à discuter. Le Haut-commissaire, l'Ambassadeur Conan, a appelé et m'a demandé si la RIAS voulait déclencher une troisième Guerre mondiale.» Fin de la discussion. L'affaire était close.

Bien sûr, nous avons encore tout cela à l'esprit, et la crainte des Américains d'être trop faibles et de voir l'Union soviétique les mettre devant le fait accompli était bien connue. Mais ce n'était pas tout. Autre chose, dont nous n'étions pas alors pleinement conscients: l'idée du statu quo était déjà inscrite dans le comportement des trois puissances en 1953. En d'autres termes, la division de la ville, la division du pays... même s'il n'y avait pas encore de mur, puisque celui-ci n'est venu qu'en 1961. C'est en 1961 que ça s'est concrétisé. Ce qui s'était déjà passé dans la théorie en 1953 sans être visible. On pouvait circuler librement entre Berlin Est et Berlin Ouest, s'y faire couper les cheveux, y tomber amoureux, s'y marier et même travailler dans les deux parties de la ville. Puis se produisit cette situation. Pendant tout ce temps, bien sûr... Je vivais sous la Guerre froide et j'avais l'habitude... d'être sur la défensive. Nous n'imaginions pas qu'il pourrait en être autrement. Lorsque le mur a été construit, ça a été un choc, non seulement parce que les trois puissances ont regardé faire mais aussi parce qu'elles n'ont pas fait le moindre effort, pas tenté le moindre geste, pour l'empêcher. Au contraire, elles ont suivi les ordres du ministre de l'Intérieur de la République démocratique allemande, qui n'existait pourtant soi-disant pas et que les trois puissances n'avaient d'ailleurs absolument pas reconnue: c'est-à-dire ne plus utiliser, avec effet immédiat, que trois routes pour les véhicules alliés, puis, très vite, une seule, le désormais célèbre Checkpoint Charlie de la Friedrichstraße.

La situation n'a cessé de se dégrader. Nous avons des étudiants admirables. Ces étudiants ont dit, faisant référence à ce qui s'était passé à Alger, que ce qu'ils avaient été capables de faire là-bas, nous pouvions le faire ici aussi. Nous savions manipuler des explosifs. Nous pouvions faire sauter ce truc en moins de temps qu'il ne leur en faudrait pour le reconstruire. C'est alors que nous avons reçu du Sénat l'ordre de déployer nos propres forces de police pour protéger le mur. Il ne fallait pas qu'il arrive quoi que ce soit. Tout cela avait un goût amer. Par la suite, il y a bien eu des tentatives de franchir le mur. Notre position juridique était qu'il existait un statut quadripartite. Tout citoyen pouvait, de chaque côté de la rue, traverser la rue. Et voilà que tout à coup il y avait, de l'autre côté, des gens qui portaient un uniforme illégalement, qui portaient des armes illégalement – à Berlin, il était interdit aux Allemands de porter des armes – et qui tiraient

quand nos citoyens voulaient venir. C'était un crime! Or, normalement, la police est là pour empêcher les crimes. En d'autres termes, la police aurait dû protéger les citoyens. Notre police aurait dû couvrir les gens qui voulaient venir. Au lieu de ça, l'ordre était le suivant chez nous: «L'usage de l'arme à feu n'est autorisé que dans les cas de légitime défense, dans le cas d'une attaque directe ou lorsque des coups de feu sont tirés de notre côté. En d'autres termes, le parquet aurait dû traîner le Sénat devant le tribunal pour non-assistance à personne en danger. Ce qu'il n'a pas fait, parce qu'il savait pertinemment que c'était les ordres des alliés. C'était la réalité de la Guerre froide. Voilà. Voilà comment on a construit le mur sans que personne ne vienne nous aider à nous en débarrasser. Kennedy a écrit à Brandt: «On ne pourrait s'en débarrasser qu'en faisant la guerre, et vous ne voulez pas non plus la guerre.» Et d'ajouter: «Ne perdez pas de vue que le mur est un signal fondamentalement négatif pour l'idée du communisme mondial. Si l'on doit emmurer sa propre population, on ne peut pas affirmer vouloir conquérir le monde.»

À l'époque, en 1961, nous avons considéré qu'il disait cela pour nous apaiser, mais l'histoire lui a donné raison. Ce mur était en fait un terrible constat d'échec, et c'est resté un échec. Mais cela ne nous aidait pas. Nous avons dû admettre que personne ne nous aiderait ne serait-ce qu'à rendre ce mur perméable. Nous en sommes alors arrivés à la conclusion que si personne ne nous venait en aide, nous devons nous-mêmes nous demander comment rendre ce mur perméable au moins quelques heures, le temps pour les gens de passer de l'autre côté et d'aller voir leur famille et leurs amis. Bon Dieu, peut-être pourrait-il à nouveau y avoir des mariages réunissant tout Berlin. Si nous voulions atteindre cet objectif, nous devons négocier avec ceux qui avaient la compétence pour établir des laissez-passer. C'est ainsi que le premier tabou a été rompu. Jusque-là, tout le monde se disait: «On ne négocie pas avec des gardiens de prison» ou «La RDA n'existe pas, c'est le néant.» Et d'ailleurs, ce deuxième tabou, ce n'est même pas avec l'administration locale de Berlin Est que nous l'avons rompu, avec l'administration communale de l'Hôtel de ville rouge, mais avec le gouvernement de la République démocratique allemande, que l'on ne pouvait pas encore appeler comme cela. Arrivés là, nous avons commencé à réfléchir à ce à quoi nous devrions être attentifs si de telles négociations s'ouvraient. Tout d'abord: nous ne pouvions pas violer les droits des trois puissances, parce que, fortes des droits inaliénables conférés aux vainqueurs, elles restaient notre seule protection à Berlin. En d'autres termes, nous devons faire en sorte que les trois puissances soient d'accord. Nous devons aussi, dans la mesure du possible, obtenir le soutien du gouvernement allemand. Nous ne pouvions pas conclure de traité de droit international. Nous ne pouvions pas agir de sorte que Berlin Ouest soit une entité politique distincte de la République fédérale – un troisième État allemand. En d'autres termes, nous devons réaliser la quadrature du cercle. C'est ainsi que je me suis retrouvé pendant deux week-ends avec quelques personnes à Schwanenwerder, dans la maison d'Axel Springer, où nous avons repris toutes les options théoriques point par point. Et lorsqu'une lettre est arrivée, si je me souviens bien, d'Abusch, le vice-Premier ministre de la République démocratique allemande, pour M. Brandt, maire de Berlin Ouest, nous aurions pu dire non, mais cela aurait été un affront. Nous ne l'avons pas fait. Nous avons répondu à la lettre. Cela a débouché sur des négociations relatives aux laissez-passer, qui ont rendu l'impossible possible et nous ont rendu des services bien plus tard encore. En effet, nous n'étions pas arrivés à nous mettre d'accord sur la question de nos identités respectives. Nous étions le Sénat de Berlin, et non de Berlin Ouest. Ils n'étaient pas le gouvernement de la République démocratique allemande, mais des autorités. Mais je ne vais pas entrer dans les détails.

L'avancée décisive a eu lieu lorsque le maire, ou le sénateur de l'intérieur Heinrich Albertz, qui était pasteur, a trouvé une formule salvatrice, comme il sied aux pasteurs: «Aucun accord n'a pu être trouvé concernant la désignation des fonctions, des lieux et des autorités.» Mais nous avons pu nous mettre d'accord sur le fait que nous voulions des laissez-passer. C'est cette formule qui a été reprise, plus tard, lorsqu'il s'est agi des négociations quadripartites de Berlin, parce que j'ai alors dit à Kissinger: «Vos trois ambassadeurs peuvent encore négocier ici pendant des mois, ils n'arriveront pas à se mettre d'accord sur la manière de définir le statut. Laissez donc tomber tout cela, tout ce bazar juridique. Nous ne mettons absolument pas vos compétences en doute, nous ne doutons pas que vous ayez raison, mais venez-en au but: parlez de la libre circulation sans entrave». Et c'est ce qu'ils ont fait. Nous avons obtenu un accord rare, fabuleux, merveilleux: l'accord quadripartite sur Berlin. On n'y dit absolument pas de quoi il retourne. Le mot «Berlin» n'y apparaît même pas, mais personne ne doute de son objet: la possibilité de circuler d'un point à un autre. Dans ce sens, c'était, si vous voulez, une répétition générale ou un petit exercice, pour les questions bien plus importantes dont nous aurions à traiter par la suite. C'était une tentative d'obtenir un

résultat municipal, une solution municipale, à un problème municipal. Et rien que cela a déjà fait l'objet de débats passionnés. L'ancien maire CDU défendait la position selon laquelle la plaie devait rester ouverte, et Brandt était d'avis que la politique n'avait aucun intérêt si elle n'était pas au service des hommes. Les petits pas sont préférables aux grands discours. Mais encore une fois: c'était une question municipale. Ce n'est que deux ans plus tard, lorsque Brandt a commencé à développer des ambitions nationales, qu'il a très soigneusement préparé un grand discours sur sa nouvelle approche, différente, de la politique étrangère, mais aussi des relations avec l'Est et de la sécurité. À cette occasion, on m'avait demandé d'apporter ma contribution au débat, ce que je n'ai pu faire qu'en reprenant l'un des points du discours de Brandt et en le développant à l'aide d'exemples, pour illustrer ce que cela signifierait pour les deux États allemands. C'est de là qu'est venue la formule «le changement par le rapprochement». C'était donc une méthode qui consistait à se tourner vers l'autre si l'on attendait quelque chose de lui. C'est un concept qu'il aura d'abord fallu développer, puis proposer à l'équipe de planification, entre 1966 et 1969, sous la Grande coalition.